

Communiqué de presse

Belfort le 28 mai 2019

Des investissements massifs et des embauches voilà ce dont la filière industrielle énergétique à besoin. Malheureusement c'est bien 1 000 emplois supprimés contrairement aux promesses faites, n'en déplaise aux naïfs qui y ont cru !

La direction de Général Electric vient d'annoncer son plan de profitabilité maximum pour les actionnaires. D'ores et déjà annoncé : 1050 emplois devant être supprimés pour le seul site de Belfort / Bourogne ... Ce vaste plan à rentabilité financière élevée concerne d'autres sites en France comme Chonas (qui devrait être vendu) et en région parisienne...

En effet GE cherche 800 millions d'Euros pour financer la dette des dividendes versés aux actionnaires. Cet argent en grande partie public (CICE, exonérations fiscales...) doit servir au développement de l'emploi et être investi dans des capacités productives, dans la recherche et le développement.

Concernant le Territoire de Belfort ce plan concerne 792 emplois sur les 1800 que compte l'activité GAZ. Avec déjà 251 départs depuis le début de l'année c'est une fermeture qui ne dit pas son nom ! Sans oublier les 252 emplois concernant des services administratifs également sur Belfort.

Après la vente de la partie énergie d'Alstom, Macron et le patronat démontrent leur envie de brader l'indépendance énergétique de la France en sacrifiant sur l'hôtel de la finance des décennies de savoir-faire et compétences dans la fabrication de turbine à gaz. La CGT annonçait déjà à l'époque les conséquences pour le devenir industriel et l'emploi.

La turbine à gaz a de l'avenir, c'est le meilleur complément du renouvelable. Tous les experts du secteur disent qu'il va progresser de 2,5 % par an. Ce n'est pas du tout le moment de licencier, au contraire. Les creux du marché cyclique doivent servir à l'investissement dans le renouvellement du parc machine et l'investissement dans les compétences.

General Electric fait toujours la course au cash. Or, la Commission européenne a mis 130 milliards d'euros pour développer l'éolien en mer. GE se concentre donc sur le renouvelable, pour capter toujours plus d'argent public, sans prendre en compte les besoins de la filière énergétique, des usagers, des industries au contraire, l'entreprise se concentre sur un « capitalisme vert » faussement écologique !

Dans un contexte mondial où les besoins sont en constante progression, dans un mix énergétique devant répondre aux besoins nous exigeons l'embauche massive pour maintenir les compétences et les capacités de production. La turbine à gaz a un avenir qui peut encore être amélioré par la recherche et le développement. Là encore, localement nous avons des atouts !



Union Départementale des Syndicats CGT du Territoire de Belfort

Maison du Peuple - Place de la Résistance et du Général De Gaulle - 90020 BELFORT Cedex

Tél 03.84.21.03.07 / Fax 03.84.26.76.03 E-mail : ud90@cgt.fr Site : www.cgt-belfort.fr

Hier, lundi 27 mai à 18h, la direction a convoqué l'intersyndicale (CGT ; SUD ; CGC) pour une réunion informelle aujourd'hui, mardi 28 mai à 10h. C'est donc ce matin lors de cette réunion informelle que la direction annonce à l'intersyndicale la casse industrielle en Europe (1800 emplois concernés), avec comme impact : 792 suppressions d'emplois localement, 252 emplois supprimés (emplois administratifs) pour AMSA GEI, d'autres chiffres sont à ajouter pour la région parisienne et la vente du site de Chonas en Isère.

La direction n'a pas honte d'annoncer qu'elle envisage de favoriser la mobilité pour les salariés et qu'elle envisage « une diversification et un partenariat avec le tissu local » ... Quel tissu local quand on sait que beaucoup d'entreprises dépendent de l'activité de GE ?